

<https://ricochets.cc/Bordeaux-mensonge-d-Etat-pour-tenter-d-escamoter-une-brutalite-policiere.html>



Bordeaux, mensonge d'Etat pour tenter d'escamoter une brutalité policière

- Les Articles -

Date de mise en ligne : mercredi 12 février 2020

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Voici un autre exemple de la stratégie policière et médiatique du mensonge et de la manipulation pour tenter de faire oublier une violence policière. Voici un nouveau mensonge d'Etat :

MANIFESTANT TABASSÉ À BORDEAUX : ENCORE UN MENSONGE D'ÉTAT !

► Face au pouvoir mythomane : légitime défiance -

La vidéo avait fait le tour des réseaux sociaux. Samedi 8 février, une grande manifestation de Gilets Jaunes avait lieu à Bordeaux. L'État avait choisi, encore une fois, la manière forte. Dispositif policier gigantesque, répression inouïe, gazage massif, grenades tirées dans une station service, insultes ... et un jeune homme tabassé par des policiers devant la gare. **Sur la vidéo, on voit distinctement plusieurs policiers se ruer littéralement sur un homme, et le jeter à terre en le frappant au testicules, puis gazer, intimider et frapper les témoins. Un acte inqualifiable. Injustifiable.**

Un acte inqualifiable. Injustifiable

Dans les heures qui suivent, les syndicats de police, les médias et diverses institutions abjectes ont présenté la victime comme un « casseur », un « émeutier », un militant « d'ultra gauche ». Tout était bon pour salir le jeune homme tabassé, et justifier les violences policières. Alors que la victime était encore en garde à vue, Castaner lui-même déclarait au parlement qu'il s'agissait « d'un individu Black Bloc muni d'une barre de fer » qui « a fait l'objet d'une interpellation dans les règles ». Vous avez bien lu.

un mensonge pour faire accepter un nouvel acte de barbarie policière

Plus de 30H de garde à vue plus tard, le jeune homme est sorti. Sans aucune preuve, aucune charge, aucune poursuite. Il n'a littéralement rien fait. « Aucune infraction ne lui est reprochée » explique son avocat. Pendant deux jours, des flics de base et leurs soutiens jusqu'au sommet de l'Etat, on a délibérément fabriqué un mensonge pour faire accepter un nouvel acte de barbarie.

Une horde d'agents et de laquais s'est acharnée à salir une victime de la police. Une opération qui rappelle furieusement l'invention délirante d'un "crachat de sang" pour justifier le tabassage au sol d'un manifestant à Paris. Entre autres. Tous les mensonges les plus grotesques sont bons pour justifier la répression et salir les victimes.

Quoiqu'il en soit, personne ne mérite de subir des violences d'Etat. Personne ne mérite d'être tabassé, torturé, mutilé. Même pour un bris de vitrine. Même pour avoir répondu à la violence de la police.

le gouvernement inverse le réel en permanence

Cette affaire prouve que le gouvernement inverse le réel en permanence. Qu'il réécrit un récit factice en temps réel. Le niveau de mensonge institutionnel atteint des niveaux vertigineux. L'urgence est de ne plus faire confiance. De ne plus rien croire qui émane du gouvernement, de la police, et des institutions.

Bordeaux, mensonge d'Etat pour tenter d'escamoter une brutalité policière

Diffusons nos vérités, nos récits, nos médias.

- ▶ [La vidéo de l'interpellation scandaleuse](#)
- ▶ [Le communiqué des avocats de la victime](#)

Post et visuel de Nantes Révoltée



Bordeaux, mensonge d'Etat pour tenter d'escamoter une brutalité policière

- ▶ Voir aussi : [Violences policières : les accusations contre le jeune homme arrêté à Bordeaux font pschitt](#)
- ▶ En Drôme aussi, [à Valence, la même stratégie de la manipulation et du travestissement complet de la réalité est utilisée pour faire taire et étouffer une affaire scandaleuse](#) - Après une brutalité policière sur une femme, voici que des policiers, tardivement, semble inventer de toute pièce des faits de violence contre agent pour tenter de justifier et d'escamoter les faits de violence policière.

On voit bien, avec l'accumulation d'exemples, qu'il ne s'agit pas de simples bavures ou d'erreurs, mais d'une stratégie délibérée, d'un système défendu et planifié par les plus hautes autorités de l'Etat et soutenu par les médias du pouvoir.

Les éventuels restes de démocratie et d'Etat de droit sont partis en fumée.

Les sociopathes qui prétendent nous diriger ont tout brûler, tout piller, ils veulent détruire le vivant et nos moyens de subsistance de manière ultra-violente, et ensuite ils se permettent de traiter manifestants et résistants de quasi-terroristes et de factieux !

Les vrais casseurs sont chefs d'Etat et patrons de multinationales !

Big Brother Macron dégage !

Qu'ils partent tous et qu'il n'en reste aucun !